



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Order Designating the Public
Appointments Commission
Secretariat as a Department and
the Executive Director as Deputy
Head**

**Décret désignant le Secrétariat
de la Commission des
nominations publiques comme
ministère et le directeur général
comme administrateur général**

SI/2006-64

TR/2006-64

Current to October 5, 2020

À jour au 5 octobre 2020

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to October 5, 2020. Any amendments that were not in force as of October 5, 2020 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 5 octobre 2020. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 5 octobre 2020 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

**Order Designating the Public Appointments
Commission Secretariat as a Department and the
Executive Director as Deputy Head**

TABLE ANALYTIQUE

**Décret désignant le Secrétariat de la Commission
des nominations publiques comme ministère et le
directeur général comme administrateur général**

Registration
SI/2006-64 May 3, 2006

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

**Order Designating the Public Appointments
Commission Secretariat as a Department and the
Executive Director as Deputy Head**

P.C. 2006-230 April 21, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on
the recommendation of the Prime Minister, hereby

(a) pursuant to paragraph (b) of the definition *department* in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*^a, designates the Public Appointments Commission Secretariat as a department for the purposes of that Act; and

(b) pursuant to paragraph (b) of the definition *deputy head* in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*^a, designates the Executive Director of the Public Appointments Commission Secretariat as the deputy head of that Secretariat for the purposes of that Act.

Enregistrement
TR/2006-64 Le 3 mai 2006

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

**Décret désignant le Secrétariat de la Commission
des nominations publiques comme ministère et le
directeur général comme administrateur général**

C.P. 2006-230 Le 21 avril 2006

Sur recommandation du premier ministre, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil :

a) en vertu de l'alinéa b) de la définition de *ministère* au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, désigne le Secrétariat de la Commission des nominations publiques comme ministère pour l'application de cette loi;

b) en vertu de l'alinéa b) de la définition de *administrateur général* au paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, désigne le directeur général du Secrétariat de la Commission des nominations publiques comme administrateur général de ce Secrétariat pour l'application de cette loi.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13